

Les subsides

travailleurs forestiers qui sont en chômage retrouveraient vite de l'emploi.

Voilà pour les solutions à courte échéance. Que proposons-nous, à long terme? Il faut d'abord reconnaître que nos structures économiques inadéquates nous placent dans l'embarras. Il est temps de faire savoir aux multinationales qu'elles doivent négocier de nouvelles ententes de production et de nouveaux accords qui leur ouvriraient nos marchés à condition qu'elles créent des emplois au Canada. L'industrie automobile du Japon pourrait servir de cas-type. Nous dirions aux industriels japonais de l'automobile que pour vendre 200,000 voitures au Canada en 1983, ils devront confier la fabrication des composantes et des pièces aux industriels canadiens et faire en sorte que le montage s'effectue au Canada. Quel meilleur endroit au pays, évidemment, pour le montage des véhicules japonais que la Colombie-Britannique!

Le secteur minier joue un rôle considérable en Colombie-Britannique et au sein de l'économie canadienne. Nous continuons pourtant à importer la plupart de l'équipement utilisé dans l'industrie minière et pour les grands travaux de construction. C'est un élément crucial dans une économie axée sur les richesses naturelles, mais nous faisons venir d'Allemagne, de Suisse et de Suède les appareils nécessaires à l'exploitation minière, plutôt que d'élargir et de stimuler notre propre secteur de la fabrication. Je le répète, il n'existe pas de région plus propice que la Colombie-Britannique pour se mettre à concentrer nos efforts dans les secteurs manufacturier et minier et dans la fabrication de matériel de construction.

On pourrait dire qu'il est indispensable de faire de la recherche industrielle pour mettre au point de nouvelles technologies qui nous permettraient d'être vraiment concurrentiels sur les marchés internationaux. Il faudrait encourager certains secteurs industriels extrêmement importants où nous avons un avantage d'ordre stratégique, notamment les télécommunications et les transports. Il ne faut pas oublier qu'on ne peut vraiment pas se permettre d'attendre. Lorsque des personnes comme le président directeur général de la société MacMillan Bloedel et les p.d.g. de certaines banques et sociétés de fiducie canadiennes importantes affirment que nous sommes au bord de l'effondrement économique, on ne peut pas attendre les déclarations que le ministre des Finances doit faire sur l'économie. Nous sommes bel et bien au bord de la dépression. Bien des habitants de la Colombie-Britannique sont déjà dans cette situation. Ce sont les libéraux et les conservateurs qui nous ont mis dans ce pétrin. Si vous voulons sortir de ce marasme économique et financier, il ne faut pas compter sur ceux qui nous ont mis dans cette situation, mais sur le Nouveau parti démocratique. Les Canadiens s'en réjouiraient.

L'hon. Donald J. Johnston (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, je dois dire qu'il est difficile de savoir par où il faut commencer quand on a affaire à un salmigondis de balivernes comme celles que vient de nous débiter l'expert financier du Nouveau parti démocratique. S'il me fallait mettre une étiquette sur son discours, je suppose qu'il me resterait à insister sur l'expression qu'il a employée. Il a déclaré qu'il ne comprenait pas. Il nous l'a amplement prouvé.

Dans les observations que je suis sur le point de faire, je pourrais peut-être l'aider à comprendre certains points qu'il a bien de la difficulté à saisir. Commençons par un exemple. Le député a d'abord parlé d'une femme de sa circonscription qui voit ses petites économies fondre comme neige au soleil. C'est à

cause de l'inflation, ce que le Nouveau parti démocratique ne comprend manifestement pas. Tous les efforts du gouvernement, et, soit dit en passant, ceux de tous les pays membres de l'OCDE, y compris le gouvernement de M. Mitterand, ont porté sur cette tactique, et toutes les priorités économiques de ces pays, sont axés sur la lutte contre l'inflation. D'ailleurs, le ministre des Finances (M. MacEachen) et d'autres porte-parole ne cessent de l'affirmer. C'est une question que nos collègues néo-démocrates n'ont pas encore comprise. Ils ne se rendent pas compte que l'inflation est le fléau auquel il faut s'attaquer par tous les instruments économiques, monétaires et fiscaux à la disposition du gouvernement. C'est exactement ce qu'est en train de faire le gouvernement, et qu'il a l'intention de continuer à faire.

Le député ne comprend pas pourquoi nous sommes affligés par un taux de chômage élevé; pourtant, en même temps les porte-parole de son parti encouragent et même exhortent les syndicats canadiens à faire des réclamations salariales de plus en plus fortes. Là encore, le Nouveau parti démocratique ne comprend pas la corrélation entre les augmentations salariales et l'inflation. Il lui reste encore à comprendre la spirale des prix et des salaires. J'y reviens dans un instant.

En outre, le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) a exposé durant quelques minutes la situation infortunée de l'une de ses mandantes et d'autres personnes. Je suis sûr que les députés de tous les partis sont fort conscients des graves difficultés qui affligent les Canadiens aujourd'hui. Je suis las d'entendre les néo-démocrates prétendre détenir le monopole en quelque sorte de la compassion. Nous avons tous de la compassion, et nous essayons tous d'aider ces gens. Les mesures politiques du gouvernement ont été conçues pour aider les Canadiens, mais non pas à court terme avec des programmes de dépenses et les balivernes traditionnelles que nous servent les néo-démocrates. Nos programmes politiques ont pour objet de relancer à long terme la croissance économique du Canada, afin que tous nos concitoyens puissent en bénéficier. Notre compassion ne se limitera pas à d'éloquents discours prononcés à la Chambre des communes et à des déclarations faites devant les médias. Elle se traduira plutôt par des avantages solides, fermes et concrets pour l'ensemble des Canadiens. Voilà à quoi serviront ces programmes.

• (1730)

Lorsque cette femme pénètre ensuite dans le bureau du député de Kamloops-Shuswap et lui demande ce qu'il peut faire, il faudrait lui dire qu'il peut faire quelque chose, c'est-à-dire qu'il cesse de réclamer des augmentations de salaire pour les travailleurs canadiens et qu'il commence à prêcher la bonne parole auprès de ses électeurs, et auprès du Congrès du travail du Canada en particulier dont il est le porte-parole à la Chambre; qu'il commence à prêcher que la modération dans les revendications salariales est indispensable au redressement de l'économie canadienne. Voilà ce qu'il peut faire. Je sympathise quelque peu avec le député et, en fait, avec tous les députés de son parti, parce qu'ils doivent obéir aux directives de M. Dennis McDermott du Congrès du travail du Canada. C'est vraiment dommage.

M. Riis: Vous n'avez rien de mieux à nous dire aujourd'hui?